



Monsieur le Recteur,

Mesdames et messieurs les membres du CTA,

Nous sommes à nouveau réunis pour évoquer la situation du 1<sup>er</sup> degré dans l'académie de Limoges. Depuis plusieurs années, la question relative aux moyens alloués à nos écoles est toujours un point d'achoppement entre les organisations syndicales et l'administration. Nous regrettons évidemment cet état de fait tant nous souhaiterions que des solutions pérennes soient apportées pour les départements de notre académie.

Lors du CTA du 16 janvier, nous vous avons demandé, M le Recteur, de vous tourner vers le ministère pour obtenir des postes supplémentaires pour notre académie. La situation de la Haute-Vienne nécessite une réaction en urgence que nous appelons de nos vœux depuis longtemps. Chaque année, à partir du mois de novembre, nous recevons toutes les semaines une dizaine de courriels qui font état de collègues non remplacés. Les équipes pédagogiques décrivent toujours une situation de désorganisation au sein des écoles qui conduit à une surcharge des classes. Pour les élèves, cela nous apparaît inadmissible. Pour les enseignants, cela provoque une usure certaine. La Creuse découvre désormais ces difficultés et l'indignation des enseignants creusois est tout aussi légitime que celle des enseignants de Haute-Vienne. Pour être tout à fait concret, des collègues nous téléphonent pour nous indiquer qu'ils ne sont pas remplacés lorsqu'ils se rendent en stage de formation continue. Ils doivent alors rester en formation alors que leur classe n'est pas remplacée. Cela génère de la colère, colère qui nous paraît saine car tout à fait légitime. Légitime aussi, la colère des enseignants heureux de se rendre en stage de formation continue, stage dont ils apprennent l'annulation le matin même. C'est la déception qui est alors au rendez-vous et aussi la démobilisation pour certains. J'ai en mémoire le témoignage de cette enseignante de REP qui nous écrivait ainsi :

*« J'étais inscrite (pour la première fois en 12 ans) à un stage de formation continue. Nous avons 8 jours de bloqués sur l'année. Pour la troisième fois, notre stage, qui devait cette fois avoir lieu mercredi, est annulé faute de remplaçants... Et je suis fatiguée des colères à répétition que me provoque l'EN... Sans le savoir, ils nous minent, et il est fort probable, qu'à force de nous envoyer ce genre de signal, il y aura tellement de gens en arrêt maladie, qu'effectivement il n'y aura plus d'enseignants du tout... Mercredi nous devons nous rendre à Rochechouart : je me faisais une joie d'y*

*aller, vraiment, comme avant d'aller au musée de la terre en février (annulé) et au moulin du Got (annulé aussi). Ce stage ne ressemble plus à rien... Nous sommes vraiment minées. Des stages, on en décroche peu dans une carrière, surtout dans une matière qu'on aime. »*

Alors aujourd'hui, la question que nous devons nous poser est la suivante : la situation va-t-elle s'améliorer à la rentrée 2017 pour nos collègues? Avec la dotation proposée par le Ministère, pour nous, ce ne sera malheureusement pas le cas.

Pour résoudre nos problèmes, vous évoquez, M le recteur, un travail sur le réseau... Ce travail n'apportera pas de solutions sur le court terme, solutions dont nous avons besoin. Vous évoquez le recrutement de contractuels. Là encore, nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une proposition viable pour régler nos difficultés. Pour l'UNSA Education, seule une dotation plus importante permettra de répondre aux besoins de nos départements, besoins que nous avons chiffrés à 12 postes pour la Creuse et 70 postes pour la Haute-Vienne. Travailler sur les réseaux ne permettra pas de rattraper l'écart qui se creuse encore entre la Haute-Vienne et la moyenne nationale. De plus, si la Creuse a un excellent P/E, elle présente des territoires hyper-ruraux qui concentrent des difficultés sociales et scolaires parfois aussi importantes que des zones REP/REP+. Ce constat est tout aussi valable en Haute Corrèze ou dans le nord de la Haute-Vienne. La ruralité impose le maintien de moyens importants pour faire vivre des écoles nécessaires pour que l'égalité des citoyens face aux services publics ne soit pas un vain mot.

Enfin, nous souhaitons rappeler que l'UNSA Education ne se laisse pas dicter ses positions. Elle fait ses choix en toute indépendance.

En outre, l'UNSA Education est attachée à la réussite de tous les élèves. La solidarité entre les départements est le gage de l'Égalité et de la Justice territoriale, valeurs chères à notre fédération et à l'école de la République. Aussi, pour nous, il ne saurait être question de déshabiller les uns pour habiller les autres. Toutefois, nous tenons à rappeler que le P/E haut-viennois est 84<sup>ème</sup> sur 95 et que l'hyper ruralité est une réalité de notre académie. Nous ne prendrons donc jamais position pour un territoire aux dépens des autres.

Pour conclure, vous aurez compris, Monsieur le Recteur, que notre opposition à votre proposition ne se résume pas à une posture stérile. Elle est pesée et se justifie car nous sommes les témoins des conséquences du manque de postes sur la qualité des conditions de travail de nos élèves et de leurs enseignants. Nous vous exhortons à agir, agir car il est encore temps d'obtenir les moyens dont nous avons besoin pour que nos enfants ne soient pas les oubliés de la Refondation.

Vive l'école publique !